

LES ACTUALITÉS

Québec veut brosser le portrait de la violence à l'école

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le ministère de l'Éducation promet une politique pour contrer la violence dans les écoles, mais il ne détient aucune recension lui permettant de qualifier ou de quantifier les incidents survenant dans ses établissements.

Peu avant Noël, le ministère de l'Éducation a indiqué au réseau des écoles publiques qu'il s'affairait à concevoir un plan d'action pour contrer la violence à l'école, tel que le révélait *Le Soleil* hier. Critiqué en 2005 par le Vérificateur général du Québec pour la faiblesse de sa recension factuelle des incidents de nature violente dans les écoles, le ministère lance cette initiative sans avoir en main l'état des lieux le plus élémentaire.

L'un de ses souhaits est d'ailleurs de recenser non seulement le type et la fréquence des actes violents croisés dans les écoles, mais de dénombrer également les stratégies d'intervention et les outils choisis par les directions d'établissement pour prévenir et contrer la violence. Aucun portrait national n'est actuellement disponible.

«Le fait de n'avoir pas encore recensé ce qui se passe dans les écoles, c'est une sorte de négation de la problématique.»

— Réjean Parent, président de la CSQ

liorer le climat à l'école. Cette politique sera chapeautée par un plan plus large du ministère de la Sécurité publique contre le phénomène des gangs de rue.

Les commissions scolaires, qui espèrent que ces idées seront assorties de ressources, confirment qu'un «recensement sera fait» dans les milieux. «Il n'y a pas à l'heure actuelle, et nous verrons sans doute que le phénomène de la violence n'est pas uniforme», a affirmé hier André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). «Il y a divers types de violence, et des milieux plus propices que d'autres», a-t-il ajouté, précisant que les écoles mettaient déjà en place des manières de prévenir et de stopper la violence.

«L'objectif est de doter les commissions scolaires d'outils et d'orientations qui leur permettront de mieux agir pour prévenir et arrêter la violence», a précisé Marie-France Boulay, du MEL. Le plan de politique du ministère n'est encore assorti ni d'un échéancier ni non plus d'un budget.

Dans son rapport annuel publié en 2005, le Vérificateur général du Québec (VGQ) avait ciblé la violence dans les écoles secondaires comme objet d'analyse, son objectif étant notamment de vérifier si Québec et les commissions scolaires soutenaient leurs écoles pour les aider à prévenir la violence.

Après avoir visité 25 commissions scolaires et 30 écoles secondaires, le VGQ concluait alors à une mauvaise organisation des établissements pour faire face à la problématique. Il notait en outre la faiblesse du réseau à effectuer des recensions factuelles pour «mesurer l'ampleur des problèmes de violence». «Bien qu'il soit essentiel pour une école d'analyser son climat scolaire, seulement 37 % des écoles visitées ont validé leurs perceptions au moyen de données factuelles», écrivait-il dans son rapport.

Le vérificateur a ainsi recommandé au ministère de l'Éducation et aux commissions scolaires «d'obtenir des données qui leur permettront de déterminer l'ampleur des problèmes de violence dans le réseau» et de s'assurer de l'efficacité des moyens d'action choisis.

Réagissant hier à la volonté du ministère de l'Éducation, la Centrale des syndicats du Québec s'est réjouie de constater cette «volonté d'intervenir sur cette question», mais a qualifié l'ensemble de ce dossier de «vieux réchauffé».

«C'est de la vieille nouvelle, du vieux réchauffé, on est encore dans le domaine des bonnes intentions mais sans action concrète», a déploré hier le président de la CSQ, Réjean Parent, qui critique notamment l'absence de consultation du personnel scolaire. «Le fait de n'avoir pas encore recensé ce qui se passe dans les écoles, c'est une sorte de négation de la problématique.»

Le syndicat d'employés de l'éducation a aussi déploré le refus de Québec de «reconnaître l'éducation comme un secteur prioritaire dans le domaine de la santé-sécurité», ce qui permettrait, entre autres choses, d'effectuer une recension des actes de violence dirigés contre le personnel.

Même si aucune analyse statistique n'existe, la CSQ affirme recevoir de nombreux témoignages de son personnel témoignant d'une présence de la violence à l'école, et de plus en plus tôt. Elle s'affaire actuellement à faire une tournée de ses syndicats pour en prendre le pouls.

Le Devoir

EN BREF

Naissance de sextuplés

Vancouver — La naissance des premiers sextuplés canadiens est présentée comme un miracle — mais ce miracle est assorti de risques considérables pour les nouveau-nés, qui ne pesaient que 818 grammes (1,8 livre) chacun à la naissance. L'obstétricien Timothy Rowe, qui dirige l'unité d'endocrinologie de la reproduction et d'infertilité de l'Université de Colombie-Britannique, a déclaré hier qu'il était très préoccupé par les chances de survie des six bébés nés avant terme. Les quatre garçons et deux filles sont venus au monde au B.C. Women's Hospital dimanche. Leur mère en était à près de 6 mois et demi de grossesse. Ils sont entre les mains des meilleurs spécialistes, a affirmé le Dr Rowe, mais une longue route les attend. Les six prématurés nés à Vancouver devront affronter plusieurs problèmes de santé, dont celui des poumons sous-développés et de la cécité, a-t-il prédit. Les progrès de la médecine signifient qu'on peut faire beaucoup plus pour les prématurés que ce qui aurait été possible il y a à peine quelques années. Mais les prématurés extrêmes représentent encore un défi pour les néonatalogues, a-t-il dit. Selon lui, les six bébés ont vraisemblablement été conçus avec l'aide de médicaments destinés à favoriser l'ovulation. — PC



ERIC GAILLARD REUTERS

Entre janvier 2006 et janvier 2007, la teneur moyenne en gras saturés, en gras trans, en sucre et en sodium — des substances néfastes lorsqu'on en abuse —, a très peu bougé dans la cinquantaine de produits introduits depuis un an dans la liste de l'Observatoire de l'alimentation.

L'Observatoire de l'alimentation

Pas de saine révolution au royaume des aliments cuisinés et congelés

L'industrie n'a pas corrigé ses recettes pour les rendre moins dommageables pour la santé

FABIEN DEGLISE

Malgré ses déclarations d'intention sur la lutte contre l'obésité et les maladies cardiaques, l'industrie agroalimentaire peine visiblement à revoir ses recettes et ses méthodes de fabrication pour mettre un peu plus de santé dans ses produits transformés. C'est du moins ce qui ressort du premier bilan annuel de l'Observatoire de l'alimentation mis en place par *Le Devoir* pour suivre l'évolution dans le temps de la composition d'une série de produits de consommation courante.

Entre janvier 2006 et janvier 2007, la teneur moyenne en gras saturés, en gras trans, en sucre et en sodium — des substances néfastes lorsqu'on en abuse —, a en effet très peu bougé dans la cinquantaine de produits introduits depuis un an dans cet outil d'observation des tendances alimentaires au pays. Notons que cette première mouture se penche uniquement sur les aliments congelés: pizza et plats cuisinés. Et la fluctuation enregistrée dans les gras, le sucre et le sel qu'ils contiennent n'est pas assez significative en une année pour témoigner d'une «réelle révolution dans les manières de faire de l'industrie», a commenté hier la diététiste Christina Blais de l'Université de Montréal.

A partir d'un échantillon de produits représentant autant les repas surgelés offerts sous les marques des trois principaux distributeurs alimentaires (Loblaws, Métro et IGA) que ceux des grandes multinationales du prêt-à-manger, la première photographie livrée par l'Observatoire de l'alimentation est sans équivoque.

Au rayon des plats cuisinés, comme les lasagnes, les fettuccinis en sauce ou les croquettes de poulet (pour ne citer qu'eux), les consommateurs s'exposent cette année à des aliments un brin plus riches en sel qu'à pareille date l'an dernier. La teneur moyenne de sodium dans les produits scrutés est passée de 369 mg à 373 mg par portion de 100 g depuis un an. Rappelons que, selon le guide d'étiquetage nutritionnel canadien, un plat préparé est jugé «faible en sodium» lorsqu'il en contient moins de 140 mg par portion de 100 g.

Si les industriels ont toujours la main leste sur le sel, ils semblent timidement se contrôler avec le sucre qui a connu une baisse de... 0,1 g en moyenne dans cette catégorie de produits analysés. Les ni-

veux de gras saturés et gras trans restent toutefois inchangés tout comme l'apport calorique moyen inhérent à ces prêts-à-manger. Quant au produit qui offre la plus grande quantité de sodium l'an dernier — 1520 mg par portion soit en un plat 75 % de l'apport quotidien recommandé — il est toujours en vente en l'état dans une épicerie près du Devoir.

Statu quo alimentaire

Dans le domaine des pizzas congelées traditionnelles et améliorées (crustini, pizza sur pain nam, pizza pochette, bagel-pizza), le constat est sensiblement le même. Depuis janvier 2006, le niveau moyen de gras trans n'a pas bougé d'un iota dans l'ensemble des produits de cette catégorie pris en compte par l'observatoire (0,5 g par portion de 100 g). Les quantités de sucre restent aussi inchangées alors que le sodium et le gras saturé ont connu dans ce champ de l'alimentation industrielle des baisses respectives d'environ 3 % et 0,5 % en une année.

«C'est très très peu», a expliqué hier Christina Blais. «En fait, ces différences ne sont pas assez importantes pour évoquer une tendance à la baisse. Elles s'inscrivent plutôt dans les marges d'erreur qui viennent avec les analyses en laboratoire.»

Cette inertie de l'industrie agroalimentaire n'étonne d'ailleurs pas la diététiste. «Changer une recette

tout en respectant les goûts des consommateurs, c'est moins facile qu'on le pense, dit-elle. À moins d'en tirer un bénéfice, les manufacturiers ne font pas de modifications à leurs produits.»

Pour Jacques Légaré, président du Conseil de la transformation alimentaire et des produits de consommation (CTAC), le milieu des aliments congelés, sous la pression des consommateurs, se concentre pourtant «à améliorer ses recettes, dit-il. La volonté est là, mais elle peut prendre plus d'une année à concrétiser.» Qui plus est, bien souvent, au lieu de revoir le contenu d'un produit existant, les industriels vont préconiser la création d'une nouvelle ligne de produits, indique M. Blais.

Afin de tenir compte de ce phénomène, près d'une trentaine de nouveaux produits qui ont fait leur apparition dans les congélateurs des épiceries dans la dernière année a d'ailleurs été intégrée au début de 2007 dans l'observatoire. Toutefois, à en juger par les mesures effectuées la semaine dernière, ces aliments ne semblent pas annoncer de grands changements: leur teneur moyenne en gras, en sucre et en sodium est en effet équivalente ou sensiblement supérieure à celle enregistrée dans les produits introduits dans l'observatoire à pareille date l'an dernier.

Le Devoir

L'Observatoire sous la loupe

L'Observatoire de l'alimentation a été mis en place en janvier 2006 à l'initiative de *Le Devoir*. Son fonctionnement repose sur l'analyse comparative des informations nutritionnelles fournies par l'industrie et affichées, comme le stipule la loi, sur les emballages des produits.

L'échantillon des produits soumis à l'analyse a été conçu de manière à tenir compte des tendances de consommation actuelles. Les aliments offerts sous les marques des trois géants québécois de la distribution (Loblaws, Métro et IGA) y sont représentés tout comme les grandes marques de commerce qui peuplent les supermarchés du Québec.

A l'image des produits entrant dans la mesure des prix à la consommation, la liste détaillée des aliments entrant dans cet observatoire est tenue secrète, et ce, pour éviter d'éventuelles manipulations des données par l'industrie ou une tierce partie.

Pour chaque produit, l'analyse comparative repose sur le prix de vente, l'apport calorique ainsi que les quantités de gras saturés, de gras trans, de sucre et de sodium par portion de 100 g.

Limité dans sa première mouture aux produits surgelés, l'Observatoire doit s'ouvrir pour la prochaine année à d'autres catégories d'aliments. L'échantillon des produits scrutés se prépare donc à augmenter en conséquence.

Le Devoir

Les «cobayes» humains devraient être mieux protégés

DENE MOORE

Une entreprise montréalaise qui conduit des essais cliniques réclame du gouvernement fédéral une charte des droits pour protéger les participants à ces expériences.

La fondatrice et présidente d'Ethica Clinical Research, Janice E. Parente, a déclaré hier que la loi canadienne souffrait de nombreuses faiblesses à cet égard.

«Il ne faut pas beaucoup de temps pour lire les règles canadiennes», a-t-elle expliqué à la Presse canadienne.

Elle affirme que les participants aux essais cliniques de son entreprise reçoivent une copie de la charte de leurs droits élaborée par Ethica, mais qu'une telle pratique ne devrait pas être optionnelle.

«Nous travaillons avec des êtres humains, après tout, a-t-elle dit. Il ne s'agit pas de rats de laboratoire, et ils ont droit à un meilleur traitement de notre part.»

Mme Parente estime que les participants devraient recevoir une copie écrite de leurs droits, incluant le droit d'être informés des effets secondaires possibles et le droit de se retirer de l'essai clinique à tout moment.

Les règles canadiennes exigent que les participants soient informés des risques et des bienfaits des traitements, mais elles ne comprennent aucune norme éthique. «Le public se méfie [de l'industrie]», affirme Mme Parente.

L'an dernier, une vingtaine de personnes ont été

infectées par la tuberculose quand un homme souffrant de la maladie a pris part à un essai clinique à Montréal. Les règles en vigueur interdisent au ministère fédéral de la Santé de divulguer si la compagnie qui supervisait cet essai, SFB Anapharm, a été sanctionnée relativement à cet incident.

Le docteur Michael Goodyear, professeur adjoint de médecine à l'Université Dalhousie, en Nouvelle-Écosse, explique que les règles canadiennes demeurent disparates et que rien n'a changé après des années de discussions, même si tous s'entendent pour reconnaître qu'il y a un problème.

«On discute de la question depuis très longtemps. Tout le monde dit que des règles plus serrées seraient une bonne chose, mais on dirait que personne ne veut en prendre l'initiative», a-t-il dit.

Ethica a révélé hier être devenue la première entreprise canadienne à être accréditée par l'Association for the Accreditation of Human Research Protection Programs (AAHRPP). Afin d'obtenir cette accréditation, Ethica dit avoir satisfait aux 77 critères sévères répondant à la réglementation et aux lignes directrices provinciales, fédérales et internationales.

L'accréditation sera réévaluée chaque année et l'entreprise sera contrôlée tous les trois ans pour s'assurer qu'elle respecte les normes les plus rigoureuses.

Presse canadienne

EN BREF

Des Algonquins veulent la suspension d'activités forestières

Kitiganik/Lac Rapide — Les Algonquins du lac Barrière demandent la suspension de toute opération forestière sur leur territoire jusqu'à ce que «certaines questions» soient résolues avec les gouvernements du Canada et du Québec. Hier, la communauté autochtone a indiqué dans un communiqué que le chef Jean-Maurice Matchewan a écrit aux compagnies forestières ayant des activités sur le territoire du lac, vendredi, les avisant de la démarche. Le territoire en question s'étend sur 10 000 kilomètres carrés et est sujet à l'Accord trilatéral de 1991 (Canada-Québec-Lac Barrière) et l'Accord Bilatéral de 1998 (Québec-Lac Barrière). «Les récentes actions et/ou inactions des gouvernements du Canada et du Québec ne nous laissent aucun choix excepté de vous demander de suspendre les opérations forestières sur le territoire en attendant la précision et la résolution de certaines questions en suspens dans le cadre des accords», peut-on lire dans les lettres envoyées aux forestières. Les Algonquins reprochent notamment au gouvernement du Québec de ne pas avoir répondu dans un délai raisonnable et de bonne foi aux recommandations faites conjointement en juillet 2006 par le représentant spécial du Québec, John Ciaccia, et celui du lac Barrière, Clifford Lincoln. Ils reprochent par ailleurs au gouvernement du Canada de ne pas reconnaître la composition et l'autorité du conseil traditionnel nommé par le conseil des aînés et approuvé par les membres de la communauté selon ses traditions codifiées au sujet de la nomination à la chefferie. — PC

LE MONDE

Moscou ferme un oléoduc pour punir la Biélorussie

Les livraisons de pétrole russe à la Pologne et à l'Allemagne sont interrompues

Accusant la Biélorussie de détourner du pétrole transitant par un important oléoduc, la Russie a interrompu ses exportations de brut vers son voisin, perturbant par ricochet l'approvisionnement de la Pologne et de l'Allemagne.

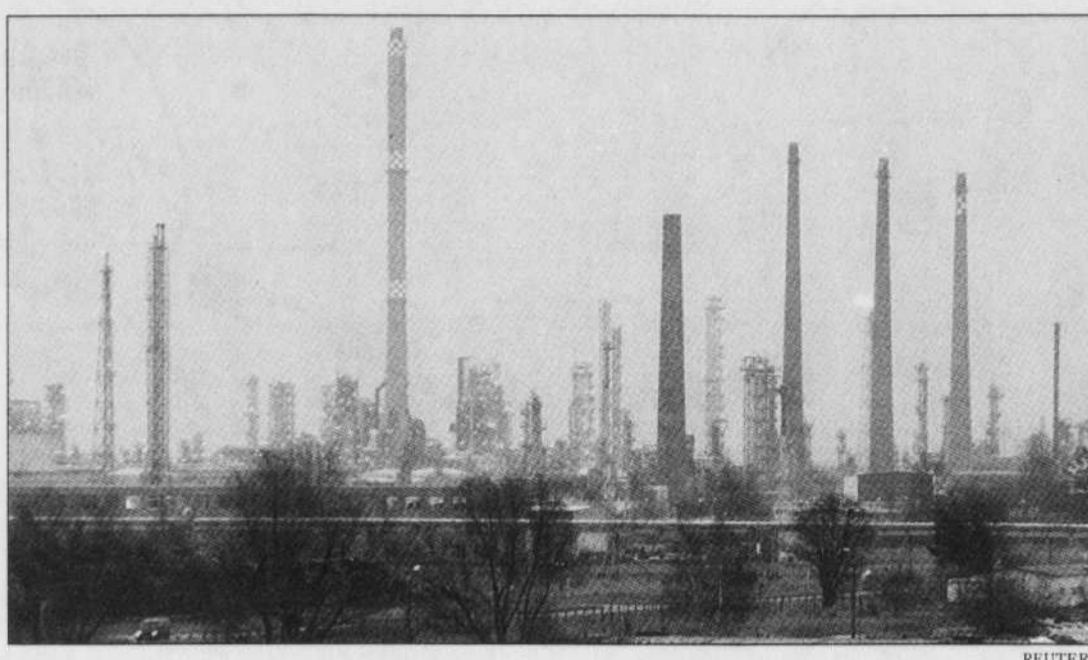
«Le passage du pétrole par l'oléoduc Droujba est interrompu. Le transit de pétrole russe via le Bélarus vers la Pologne et l'Allemagne, ainsi que l'Ukraine, n'a actuellement pas lieu», a annoncé la première chaîne de télévision biélorusse citant la direction de la compagnie Gomel Transneft Droujba qui gère l'oléoduc.

Le monopole public russe des oléoducs Transneft a expliqué avoir été contraint à une telle mesure, car Minsk pompait illégalement du brut transitant par l'oléoduc Droujba (Amitié).

Cette mesure rappelle le bras de fer qui avait opposé la Russie et l'Ukraine il y a un an, à propos du gaz cette fois. Elle marque aussi une nouvelle escalade dans les tensions entre la Russie et la Biélorussie, pourtant l'un de ses plus fidèles alliés, chacun des deux pays ayant récemment imposé des sanctions pétrolières à l'autre.

L'Union européenne a exigé une explication «urgente et détaillée», a annoncé un porte-parole du commissaire à l'Énergie Andris Piebalgs. L'Europe est très dépendante de la Russie pour son approvisionnement en pétrole et en gaz, et donc très vulnérable à toute perturbation des livraisons.

«La partie biélorusse a commencé à ponctionner du pétrole en transit à titre de paiement de la nouvelle taxe qu'elle a illégalement imposée», a déclaré Sergueï Grigoriev, le président de Transneft. «Nous avons en conséquence réduit les approvisionnements à hauteur des volumes ponctionnés. Nous avons ensuite atteint le stade où nous avons dû interrompre complètement les approvisionnements.»



La raffinerie de Schwedt, en Allemagne, risque de manquer de pétrole.

L'alliance politique entre la Russie et la Biélorussie, censée aboutir à la création d'une monnaie unique en préalable à une union politique, a été fortement mise à mal par la décision de Moscou d'imposer des droits de douane sur les exportations de pétrole vers la Biélorussie, d'imposer également un doublement du tarif du gaz russe vendu à Minsk et d'interdire les importations de sucre biélorusses.

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, souvent présenté par les États-Unis comme le dernier dictateur d'Europe, a riposté en imposant une taxe de transit de 45 dollars par tonne sur le pétrole russe traversant la Biélorussie.

Le ministre délégué russe de l'Économie Andreï Charonov a déclaré ne pas croire en une détente.

«Il semble que nous nous dirigeons vers une guerre commerciale», a-t-il dit à la radio Echo de Moscou. Il a exclu l'ouverture de négociations avec la Biélorussie tant que celle-ci n'aurait pas renoncé sa taxe sur le pétrole.

La Pologne, alimentée par la branche nord de l'oléoduc Droujba, a fait état d'une interruption des livraisons dans la nuit. L'Allemagne a ensuite confirmé que plusieurs raffineries situées dans l'ex-RDA n'étaient plus alimentées.

L'oléoduc Droujba se scinde en deux branches sur le sol biélorusse. Les pays desservis par sa branche sud, parmi lesquels la Hongrie et la Slovaquie, ont dit s'attendre à ce que leurs approvisionnements soient interrompus à leur tour.

Celui-ci, construit dans les années 1960 pour assurer l'approvisionnement en pétrole des pays

satellites de l'URSS d'alors, transporte habituellement environ 1,8 million de barils par jour et assure un cinquième des importations de brut allemandes.

Le ministre allemand de l'Économie, Michael Glos, a dit s'attendre à une reprise rapide de l'activité de l'oléoduc. Mais le gouvernement polonais s'est montré moins optimiste: le ministre délégué à l'Économie, Piotr Naïmski, a déclaré n'avoir observé aucun signe, ni en Russie ni en Biélorussie, allant dans le sens d'une reprise des livraisons de Droujba.

Varsovie a souligné que la Pologne disposait de 80 jours de réserves pétrolières. Total a assuré de son côté que la raffinerie de Leuna disposait de réserves abondantes.

Reuters

FRANCE

Sarkozy prépare sa grand-messe d'intronisation

Paris — L'UMP réunira dimanche au Parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris, l'équivalent d'une ville moyenne de province pour le sacre de son candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, qui devrait rester cependant encore quelque temps au ministère de l'Intérieur.

«Nous avons dans un premier temps calibré ce congrès aux alentours de 30 000 personnes», a déclaré hier le secrétaire national aux fédérations, Roger Karoutchi, lors d'un point de presse. «Aujourd'hui, nous le revoiyons à la hausse, entre 30 000 et 50 000.» Sept trains spéciaux sont déjà prévus, ainsi que 520 autocars, dont 80 % venant de province, a-t-il précisé.

Le ministre de l'Intérieur et président de l'UMP veut faire de ce congrès un événement populaire, une démonstration d'unité derrière sa candidature et le «véritable point de départ» de sa campagne, soulignent les responsables du parti, qui promettent un «discours fondateur» de leur champion.

Ce congrès est l'aboutissement d'une procédure de désignation pour laquelle les adhérents du parti étaient invités à voter depuis le 2 janvier. Selon Roger Karoutchi, ils étaient plus de 140 000 à avoir voté hier à la mi-journée, soit 42 % des adhérents. Les autres peuvent le faire jusqu'à dimanche matin.

Nicolas Sarkozy étant seul en lice, le vote des adhérents est une formalité. La seule inconnue porte sur la participation et les votes blancs.

Des fidèles du président Jacques Chirac, comme le président de l'Assemblée, Jean-Louis Debré, ont dit qu'ils s'abstiendraient, de même que le premier ministre, Dominique de Villepin. L'un et l'autre ont cependant prévu de faire une apparition au congrès.

Jacques Chirac a, en revanche, fait savoir qu'il n'y prendrait aucune part. Une absence que les dirigeants de l'UMP minimisent. «Ce n'est pas la place du chef de l'État

de venir dans un congrès d'un parti politique. Il est au-dessus des partis», explique ainsi Valérie Pécresse, porte-parole de l'UMP.

À l'inverse, la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, les premiers ministres Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin figurent parmi une quarantaine de personnes qui ont souhaité intervenir à la tribune. «On est en train de voir. Ça ne sera pas possible pour tout le monde», précise Roger Karoutchi.

Nicolas Sarkozy n'a pas attendu ce congrès pour choisir, il y a plusieurs mois déjà, son QG de campagne: 1000 m² loués sur trois étages, rue d'Enghien, dans le X^e arrondissement de Paris, dans les anciens locaux du Petit Parisien, qui furent un temps convertis en théâtre avant d'abriter un atelier du couturier Paco Rabanne.

Plusieurs proches collaborateurs de Nicolas Sarkozy devraient emménager rue d'Enghien lundi prochain, dont son épouse, Cécilia, son attaché de presse, Franck Louvrier, son directeur de cabinet au ministère et futur directeur de campagne, Claude Guéant, et son chef de cabinet, Laurent Solly.

Nicolas Sarkozy semble en revanche moins pressé de quitter le gouvernement. «Si je parlais au soir du congrès, ce serait la seule nouvelle qui resterait», a-t-il confié à des journalistes dans l'avion qui l'emmenait vendredi en Corse.

Son entourage souligne qu'il ne «serait pas incohérent» qu'il reste au ministère de l'Intérieur jusqu'à la fin de la session parlementaire, fin février, notamment pour défendre son projet de loi de prévention de la délinquance.

Dominique de Villepin a estimé dimanche, sur Canal+, qu'il reviendrait à Nicolas Sarkozy de décider «ce qui lui donne le plus de liberté» pour aller «à la rencontre des Français» et qu'il avait pour sa part un nom en tête pour le remplacer. «Le choix est fait», confirme une source gouvernementale.

Reuters



Nicolas Sarkozy

Envoi de Casques bleus

Le Soudan se fait conciliant.

Khartoum — Les autorités soudanaises pourraient accepter le déploiement de Casques bleus non africains au Darfour si les contributions sont insuffisantes sur le continent, a déclaré hier un conseiller du président Omar Hassan al-Bachir, revenant sur la fin de non recevoir opposée jusqu'ici aux projets de l'ONU.

Khartoum a récusé la résolution 1706 du Conseil de sécurité autorisant le déploiement d'une mission de maintien de la paix de 22 500 hommes dans cette région de l'ouest du Soudan en proie à un conflit qui a fait 200 000 morts et 2,5 millions de déplacés.

Le compromis proposant de placer ce contingent sous le commandement conjoint de l'ONU et de l'Union africaine, qui compte déjà 7000 «Casques bleus» au Darfour, n'a pas davantage trouvé grâce aux yeux des autorités soudanaises.

Moustafa Osman Ismaïl, conseiller du chef de l'État, a toutefois déclaré hier que le commandant de la force de l'UA au Darfour serait à même de décider l'envoi de troupes non africaines, faute d'une mobilisation suffisante de la part des pays du continent.

«La priorité est que ces troupes soient africaines. Mais supposons que nous ne parvenions pas à lever ces troupes en Afrique. Dans ce cas, nous serons prêts à accepter des troupes non africaines», a-t-il déclaré.

Prié de dire si des Casques bleus pourraient être déployés au Darfour, il a répondu par l'affirmative.

La veille au soir, dans son premier discours de l'année, le président avait lui aussi adopté un ton plus conciliant à l'égard de l'ONU.

«Nous sommes pleinement en accord avec eux sur le rôle des Nations unies en ce qui concerne le soutien à l'UA», a-t-il déclaré, remerciant en outre l'ancien secrétaire général Kofi Annan, qui a cédé sa place début janvier au Sud-Coréen Ban Ki-moon.

Reuters

Une première en tant que chef d'État

Le président somalien se rend dans la capitale

Mogadiscio — Quelques jours après la déroute des milices islamistes qui ont contrôlé la capitale pendant six mois, le président somalien Abdullahi Youssouf a fait son entrée hier dans Mogadiscio, où il ne s'était jamais rendu en tant que chef de l'État.

Le dernier séjour de Youssouf dans la capitale date de 1978. M. Youssouf avait alors fui la ville pour sa participation présumée à une tentative de coup d'État contre l'ancien dictateur Mohamed Siad Barre, dont le renversement en 1991 a marqué le début de la guerre civile.

Le 18 septembre 2006, il avait échappé à un attentat à Baïdoa, ville du centre du pays où le gouvernement de transition siège, faute d'avoir pu s'imposer, jusqu'il y a encore quelques jours, dans Mogadiscio. L'arrivée du président dans la capitale marque la volonté des institutions de transition d'asseoir leur autorité sur le pays après la défaite des islamistes, qui ont perdu les régions qu'ils contrôlaient depuis des mois.

Peu avant son arrivée à Mogadiscio, la protection de soldats éthiopiens dont l'engagement aux côtés des troupes gouvernementales a été décidé, le président, investi fin 2004, a exclu toute forme de négociation avec l'Union des tribunaux islamistes (UTI), dont les miliciens ont été chassés le 28 décembre.

«Pour ce qui est d'organiser des négociations avec les tribunaux [islamiques], nous ne le ferons pas», a-t-il affirmé devant les caméras. Certains responsables avaient évoqué de possibles discussions avec les dirigeants islamistes pour forger une paix durable en Somalie.

Dans le sud de la Somalie, des avions de chasse et des militaires éthiopiens ont continué de traquer les combattants de l'UTI, selon des témoins.

Si Mogadiscio est la capitale, le gouvernement de transition n'a jamais pu s'y installer, en raison dans un premier temps de l'insécurité que les chefs de guerre y faisaient régner. Au cours des six derniers mois, l'ordre est revenu dans la capitale, alors contrôlée par des isla-

mistes opposés à l'administration de transition.

Dans ce contexte, Youssouf a été contraint de vivre dans des villes de province. Il a quitté Jowhar en avril dernier pour Baïdoa, dans la seule région dont il ait conservé le contrôle jusqu'à l'offensive finale de décembre contre les islamistes.

Le Conseil de sécurité et de paix de l'UA, réuni à Addis-Abeba, s'est prononcé pour un relèvement des effectifs de la future force de maintien de la paix, initialement fixés à 8000 hommes. Il doit se réunir à nouveau pour décider du chiffre exact.

«Le Conseil de sécurité a insisté sur le besoin urgent d'une mission de maintien de la paix et de soutien en Somalie», a déclaré Saïd Djinnit, commissaire de l'UA pour la paix et la sécurité.

Agence France-Presse et Reuters

Raid contre al-Qaïda

Un avion AC-130 de l'armée américaine a procédé à des frappes contre deux membres présumés d'al-Qaïda dans le sud de la Somalie, rapportent des chaînes de télévision américaines hier, sans donner de précisions sur le résultat de la mission. L'appareil de l'US Air Force a décollé de Djibouti à destination de la pointe sud de la Somalie, où les deux agents opérationnels d'al-Qaïda se seraient réfugiés après avoir fui la capitale somalienne Mogadiscio, ont ajouté les chaînes. Selon CBS News, l'un des deux hommes est soupçonné d'avoir participé aux attentats à la bombe contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, tandis que l'autre serait un haut responsable du mouvement islamiste dans la partie orientale de l'Afrique. La chaîne de télévision ajoute que de nombreux corps ont été aperçus par terre après le raid aérien, mais que leur identité n'a pas été confirmée. — Reuters

Liban : l'opposition annonce une série de manifestations

Beirut — L'opposition libanaise emmenée par le Hezbollah a apporté hier son soutien à un sit-in que compte organiser aujourd'hui le principal syndicat et a affirmé qu'il ne s'agissait là que de la première d'une série de manifestations quotidiennes pour renverser le gouvernement.

L'opposition qui, outre le Hezbollah, rassemble le mouvement chiite Amal et plusieurs dirigeants chrétiens, juge le gouvernement de Siniora illégitime depuis la démission, début novembre, des cinq ministres chiïtes et d'un sixième issu d'une formation chrétienne.

«L'opposition soutient l'appel à manifester demain [mardi] et exhorte tous les Libanais à se joindre à ce rassemblement», a-t-elle déclaré dans un communiqué lu par l'ancien ministre Talal Aarsalan.

«L'opposition a également décidé d'élargir son mouvement populaire et de provoquer à partir du rassemblement de mardi une escalade quotidienne qui visera tous les ministères et les établissements publics afin que ses demandes soient entendues.»

«Chaque jour, il y aura quelque chose de nouveau. Nous n'épargnerons aucun ministère et aucun établissement», a prévenu le dirigeant chrétien Michel Aoun après une réunion des leaders de l'opposition à son domicile. La semaine dernière, le gouvernement a dévoilé des réformes économiques qu'il compte présenter lors de la prochaine conférence internationale des donateurs, le 25 janvier à Paris.

Reuters

Odeur de gaz à Manhattan

New York — Une forte odeur de gaz s'est répandue hier dans une bonne partie du quartier new-yorkais de Manhattan et en lisière du New Jersey. Mais la police de la ville, citée par Fox News, a précisé que le gaz n'était pas toxique. Quand au département fédéral de la Sécurité intérieure, il a exclu l'hypothèse d'un acte terroriste. Des unités spécialisées étaient à l'œuvre pour localiser l'origine des émanations du côté de la 4^e Rue et de Blecker Street. Un immeuble au moins a été évacué et une partie des liaisons ferroviaires entre New York et le New Jersey ont dû être interrompues. — Reuters

Motassadeq condamné à 15 ans

Hambourg — L'islamiste marocain Mounir el Motassadeq, reconnu coupable en Allemagne de complicité dans les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, a été condamné hier à 15 ans de prison par le tribunal de Hambourg. Le tribunal a suivi les réquisitions du procureur Walter Hemberger, qui avait demandé la peine maximale prévue par la loi allemande. Le Marocain a admis connaître trois des kamikazes qui commençaient à Hambourg, mais a toujours nié être au courant des projets d'attentats suicide. — AFP

L'Église polonaise est en crise

Varsovie — Les médias polonais accueillent favorablement hier la démission de M^{re} Stanislaw Wielgus pour avoir collaboré avec la police politique de l'époque communiste, le SB, mais l'affaire a ouvert une crise au sein de la puissante Église catholique polonaise. La démission annoncée dimanche par le prélat met la pression sur les autres membres du clergé ayant exercé leur ministère sous le régime communiste. Les historiens estiment que près de 10 % du clergé pourrait néanmoins avoir coopéré avec la police communiste. — Reuters

30 ans de prison pour un projet d'attentat

New York — Un immigré pakistanais accusé d'avoir préparé un attentat à la bombe dans le métro de New York a été condamné lundi à 30 ans de prison par la justice fédérale américaine. Shahawar Matin Siraj avait été reconnu coupable en mai par un jury d'avoir projeté l'explosion d'une bombe à la station de métro de Herald Square, dans le centre de New York, située sous un quartier très commerçant de la ville et à un pâté d'immeubles de l'Empire State Building. — Reuters

Chantal BUZAGLO
Gérard BUZAGLO

MATHEMATICS
3000

Mathématiques au secondaire
1^{re} et 2^e années du 1^{er} cycle

Books 1 et 2
Workbooks 23,05 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.